

# MEXIQUE. LE PAYS SE PRÉCIPITE-T-IL VERS L'ABÎME EN MATIÈRE DE DROITS HUMAINS ?

## COMMUNICATION D'AMNESTY INTERNATIONAL POUR LA 45<sup>E</sup> SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EPU, JANVIER-FÉVRIER 2024

### RÉSUMÉ

La présente communication a été préparée en vue de l'Examen périodique universel (EPU) du Mexique, qui se tiendra en janvier-février 2024. Amnesty International y évalue la mise en œuvre des recommandations faites au Mexique lors de son précédent EPU, notamment en ce qui concerne les violences faites aux femmes et aux filles, les arrestations et détentions arbitraires, la Commission nationale des droits de l'homme, la liberté d'opinion et d'expression et l'obligation de rendre des comptes.

L'organisation examine également le cadre national des droits humains concernant le recours excessif à la force, l'autonomie du pouvoir judiciaire, les défenseur-e-s de l'environnement et l'*arraigo*.

Pour ce qui est de la situation des droits humains sur le terrain, le droit des femmes et des filles à vivre à l'abri de la violence et du féminicide, la démilitarisation de la sécurité publique et des organes d'application des lois, le droit de participer à des mouvements de protestation sociale, le droit à la liberté d'opinion et d'expression et la sécurité des journalistes font partie des sujets de préoccupation soulevés par Amnesty International.

Le document se termine par une série de recommandations à l'intention du Mexique qui, si elles étaient mises en œuvre, contribueraient à améliorer la situation des droits humains dans le pays.

© Amnesty International 2023 ; INDEX AMR 41/6992/2023, juillet 2023.  
L'édition originale a été publiée en langue anglaise. Sauf exception dûment mentionnée, le contenu de ce document est sous licence internationale 4.0 Creative Commons (paternité, pas d'utilisation commerciale, pas de modification).

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/legalcode>

Pour plus d'informations, veuillez consulter la page relative aux autorisations sur notre site : [www.amnesty.org/fr](http://www.amnesty.org/fr)

Lorsqu'une entité autre qu'Amnesty International est détentrice du copyright, le matériel n'est pas sous licence Creative Commons.

Amnesty International est un mouvement mondial réunissant plus de 10 millions de personnes qui agissent pour que les droits fondamentaux de chaque personne soient respectés.

La vision d'Amnesty International est celle d'un monde où chacun-e peut se prévaloir de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres textes internationaux relatifs aux droits humains.

Essentiellement financée par ses membres et les dons de particuliers, Amnesty International est indépendante de tout gouvernement, de toute tendance politique, de toute puissance économique et de tout groupement religieux.

## LE PRÉCÉDENT EXAMEN ET SES SUITES

1. Pendant son troisième EPU, en 2018, le Mexique a reçu 264 recommandations ; il en a accepté 262 et a pris note des deux autres<sup>1</sup>.

## VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ET AUX FILLES

2. Le Mexique a accepté des recommandations concernant le droit des femmes et des filles à vivre à l'abri des violences, soulignant l'importance de la prévention et de l'éradication de cette forme de violence<sup>2</sup> et l'invitant à renforcer le dispositif « Alerte – Violence contre les femmes<sup>3</sup> » et à faire en sorte que les femmes aient accès à la justice et à des réparations<sup>4</sup>. Quatre recommandations faisaient spécifiquement référence au féminicide<sup>5</sup>.

## RECOURS EXCESSIF À LA FORCE

3. Le Mexique a accepté plusieurs recommandations qui lui ont été faites de veiller à ce que les atteintes aux droits humains commises par les forces de sécurité ou l'armée, ou avec leur assentiment, donnent lieu à des enquêtes, des sanctions et des réparations<sup>6</sup>. Une recommandation demandait l'adoption de mesures supplémentaires concernant les limites de l'emploi de la force<sup>7</sup>. Il reste néanmoins beaucoup à faire pour combattre l'impunité des membres des forces armées ayant commis des violations des droits humains.

## DROIT À LA LIBERTÉ D'OPINION ET D'EXPRESSION

4. Le Mexique a accepté des recommandations concernant la protection des journalistes qui visaient notamment à renforcer le Mécanisme fédéral de protection des défenseur·e·s des droits humains et des journalistes<sup>8</sup>, à combattre la violence et le harcèlement dont ces personnes font l'objet et à enquêter sur ces attaques et engager des poursuites<sup>9</sup>. Les enquêtes demeurent cependant insuffisantes et l'impunité pour ces faits est généralisée.

## ARRAIGO

5. Malheureusement, les dispositions relatives à l'*arraigo*<sup>10</sup> restent en vigueur, malgré l'acceptation de recommandations<sup>11</sup> qui visaient notamment à abroger toutes les dispositions de la Constitution et des autres lois qui prévoient une telle pratique et à enquêter sur toutes les allégations de violations des droits fondamentaux commises au titre de ces lois et engager des poursuites.

## COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

6. Le Mexique a accepté une recommandation l'invitant à renforcer les capacités et l'autonomie de la Commission nationale des droits de l'homme<sup>12</sup>. Cette recommandation n'a cependant pas encore été appliquée.

## OBLIGATION DE RENDRE DES COMPTES

7. Alors qu'il avait seulement pris note de cette recommandation<sup>13</sup>, le Mexique a ratifié les amendements de Kampala (article 8) au Statut de Rome de la Cour pénale internationale en septembre 2021. Cette ratification est bienvenue en ce qu'elle contribue à protéger, promouvoir et faire respecter les droits fondamentaux des victimes de crimes et d'atteintes aux droits humains<sup>14</sup>.
8. Autre point positif, le Mexique a officiellement reconnu la compétence du Comité des disparitions forcées des Nations unies en 2020<sup>15</sup>, comme l'y invitaient quatre recommandations acceptées par l'État<sup>16</sup>. Ce mécanisme chargé d'examiner les requêtes individuelles participe à la prévention des disparitions forcées et à la promotion des droits des personnes disparues et de leurs familles ayant épuisé les voies de recours nationales dans leur quête de vérité, de justice et de réparations<sup>17</sup>.

## LE CADRE NATIONAL DE PROTECTION DES DROITS HUMAINS

9. Dans la nouvelle loi sur l'usage de la force<sup>18</sup>, entrée en vigueur en 2019, le recours à la force meurtrière et aux armes à feu par les responsables de l'application des lois n'est pas réglementé conformément aux normes internationales, et le droit de réunion pacifique est restreint de manière injustifiée.
10. La Commission nationale des droits de l'homme n'a pas contesté les décisions relatives à la militarisation de la sécurité publique défendues et promues par le président et soutenues par le Congrès, que ce soit publiquement ou devant les tribunaux. Les organisations locales considèrent cela comme une preuve de son manque d'impartialité<sup>19</sup>. La mise en œuvre rapide des recommandations des deuxième<sup>20</sup> et troisième examens<sup>21</sup> invitant le Mexique à renforcer le travail de la Commission, que l'État a acceptées, permettrait d'y remédier.
11. Lorsqu'elle s'est prononcée contre les initiatives du président, la Cour Suprême a fait l'objet d'attaques publiques récurrentes de la part de ce dernier qui ont compromis l'autonomie du pouvoir judiciaire. Par exemple, quand la Cour Suprême a fait blocage à sa tentative de placer la Garde nationale sous le contrôle de l'armée, le président a accusé les juges de « répondre aux intérêts des élites plutôt qu'à ceux du peuple<sup>22</sup> ». L'application rapide des recommandations acceptées permettrait de préserver l'indépendance de la magistrature et de garantir les droits à la vérité et la justice<sup>23</sup>.
12. En janvier 2021, le Mexique a ratifié l'Accord d'Escazú, qui protège strictement les défenseur-e-s des droits des peuples autochtones et de l'environnement<sup>24</sup>. Le chef de l'État a cependant réagi aux préoccupations soulevées par des défenseur-e-s des droits humains concernant le projet de « Train Maya » en les accusant publiquement d'être de « faux écologistes<sup>25</sup> ». Six titulaires de mandats au titre des procédures spéciales des Nations unies ont exprimé leur inquiétude au sujet de ce projet et de ses impacts sur les droits des peuples autochtones à la terre, sur leur santé et sur l'environnement<sup>26</sup>. Ces préoccupations avaient déjà été soulevées lors du dernier EPU du Mexique<sup>27</sup>.
13. L'*arraigo* n'a pas été abrogé, malgré le fait que la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) ait ordonné au Mexique d'éliminer cette pratique en 2022<sup>28</sup>, puis de nouveau en 2023<sup>29</sup>. La CIDH a également déclaré que des dispositions juridiques et constitutionnelles devaient être modifiées de manière à rendre le placement obligatoire en détention provisoire compatible avec la Convention américaine relative aux droits de l'homme.

## LA SITUATION DES DROITS HUMAINS SUR LE TERRAIN

### VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ET AUX FILLES : FÉMINICIDES

14. Le nombre de cas de violences liées au genre commises contre des femmes ou des filles a continué d'augmenter depuis le dernier examen, en 2018. D'après les chiffres officiels du Secrétariat exécutif du Système national de sécurité publique<sup>30</sup>, entre 2018 et mai 2023, au moins 20 292 femmes ont été tuées au Mexique, soit près de 11 femmes par jour. Les services du ministère public ont décidé d'enquêter sur 5 065 de ces homicides, considérés comme de présumés féminicides.
15. Le dispositif « Alerte – Violence contre les femmes<sup>31</sup> » est actif au Mexique depuis 2015. Il s'appuie sur des efforts coordonnés de prévention et de lutte contre les violences fondées sur le genre perpétrées contre les femmes. Malgré l'activation de 25 de ces alertes dans 22 États du pays, l'impunité pour les féminicides reste toujours aussi répandue<sup>32</sup>.
16. En 2021, Amnesty International a recueilli des informations sur quatre cas emblématiques de féminicides<sup>33</sup>. Ce rapport fait état de problèmes dans les enquêtes telles que la perte d'éléments de preuves, des investigations insuffisantes, la non-application de la perspective de genre, des menaces proférées contre les familles et la revictimisation de celles-ci. Ces défaillances sont similaires à celles observées dans les enquêtes sur les féminicides de Ciudad Juárez, dénoncées de manière réitérée par des ONG et des détenteurs et détentrices de droits<sup>34</sup>.

## CONTESTATION SOCIALE

17. Les personnes qui manifestent pacifiquement subissent souvent des atteintes à leurs droits, notamment des propos stigmatisants, des actes de répression, un recours injustifié ou disproportionné à la force, des menaces, un harcèlement numérique, des procédures irrégulières, un manque d'accès à la justice, l'impunité de leurs agresseurs et, dans les cas des femmes, des violences sexuelles.
18. La stigmatisation vient souvent des plus hautes autorités. Fréquemment, dans sa conférence de presse matinale quotidienne, le président critique vertement les journalistes, les défenseur-e-s des droits humains et les ONG qui remettent en cause les actes du gouvernement. Il les accuse d'être des « conservateurs », des « opposants », et d'utiliser des « masses, des pioches et des cocktails Molotov » dans les manifestations<sup>35</sup>.
19. Le rapport d'Amnesty International *The Age of Women: Stigma and violence against women protesters*<sup>36</sup> a recueilli des informations sur des violations des droits humains commises par les forces de l'ordre contre des femmes qui exigeaient de pouvoir vivre à l'abri des violences à Sinaloa, dans l'État et la ville de Mexico, à Guanajuato et à Quintana Roo en 2020. Ces violations comprenaient le recours à une force excessive et injustifiée, des arrestations illégales et arbitraires, des agressions verbales et physiques fondées sur le genre, des violences sexuelles, la stigmatisation des manifestations féministes, qualifiées de « violentes », et des préjugés discriminatoires envers les femmes se couvrant le visage. Jusqu'à présent, personne n'a eu à répondre de ces agissements.
20. Le système pénal est souvent utilisé comme outil de dissuasion contre les personnes qui manifestent, en particulier pour les droits à la terre et au territoire et pour la défense de l'environnement et du climat. Depuis le dernier examen, Amnesty International a constaté plusieurs cas de criminalisation des manifestations<sup>37</sup>. Ces cas montrent une tendance à poursuivre en justice les leaders et les défenseur-e-s des droits humains en utilisant des dispositions pénales vagues ou larges ou en fabriquant des faits à leur reprocher. Dans ces cas, les violations des droits humains observées sont l'absence de procédures régulières et d'accès à la justice, des procès à rallonge accompagnés d'une menace constante de privation de liberté, l'absence de consentement éclairé préalable des communautés indigènes et l'impunité.

## SÉCURITÉ DES JOURNALISTES

21. Le Mexique est l'un des pays les plus dangereux au monde pour les journalistes. Les années 2020<sup>38</sup> et 2022<sup>39</sup> ont été parmi les plus meurtrières de l'histoire de la presse mexicaine, avec respectivement au moins 19 et 13 journalistes tués en raison de leur travail, plus qu'en 2021<sup>40</sup> et qu'en 2019<sup>41</sup>.
22. Au niveau fédéral, depuis 2012, le Mexique dispose d'un Mécanisme de protection des défenseur-e-s des droits humains et des journalistes<sup>42</sup>, qui offre certaines mesures de protection aux personnes ayant subi des attaques ou reçu des menaces. Actuellement, plus de 500 journalistes bénéficient de ce mécanisme<sup>43</sup>, mais de 2017 à 2021, cela n'a pas empêché sept journalistes couverts par ce dispositif d'être tués<sup>44</sup>.
23. En outre, de nombreux cas n'ont pas donné lieu à une enquête digne de ce nom et le mécanisme n'est toujours pas à la hauteur de son objectif de protéger la vie et la sécurité de ces personnes<sup>45</sup>. Le dispositif n'a toujours pas proposé de stratégie face aux attaques numériques et à la surveillance illégale (par le logiciel espion Pegasus de NSO Group, par exemple<sup>46</sup>).

## MILITARISATION

24. Le Mexique s'appuie sur une stratégie de sécurité publique fortement militarisée. La constitution a été modifiée en 2019<sup>47</sup> pour créer la Garde nationale, qui devait être placée sous contrôle civil. Mais la Garde nationale est fortement influencée par les forces armées. Elle est dirigée par un ancien général et la plupart de ces membres sont d'anciens militaires. Le cinquième article transitoire de la réforme constitutionnelle prévoyait que les forces armées participent à des missions de sécurité publique pendant cinq ans, jusqu'à ce que la Garde nationale soit totalement opérationnelle<sup>48</sup>.

25. En 2020, un décret-loi prévoyait officiellement que les forces armées participent à des missions de sécurité publique jusqu'en 2024<sup>49</sup>, période qui a récemment été prolongée suite à la décision du Congrès de maintenir l'armée dans la rue jusqu'en 2028<sup>50</sup>, sans qu'aucune stratégie de démilitarisation de la sécurité publique et de réforme des organes d'application des lois, notamment de la police, ne soit mise en place. En novembre 2022, la Cour Suprême a jugé que le décret présidentiel de 2020 autorisant la participation permanente des forces armées aux opérations de sécurité publique jusqu'en 2024 était conforme à la constitution<sup>51</sup>.
26. En septembre 2022, le Congrès a approuvé une initiative plaçant officiellement la Garde nationale sous le contrôle du ministère de la Défense mexicain (SEDENA<sup>52</sup>). Mais, le 18 avril 2023, la Cour Suprême a invalidé cette décision<sup>53</sup>.
27. La Garde nationale fait partie des dix institutions fédérales faisant l'objet du plus grand nombre de plaintes pour violation des droits humains. La Commission nationale des droits de l'homme a reçu 1 200 plaintes contre la Garde nationale entre sa création en 2019 et septembre 2022<sup>54</sup>. Ces plaintes concernaient des détentions arbitraires, des actes de torture et d'autres mauvais traitements, des disparitions forcées et d'autres violations des droits humains. Pour ce qui est du SEDENA et du SEMAR (le secrétariat de la marine), la Commission nationale des droits de l'homme a enregistré 1 604 et 1 553 plaintes respectivement, de 2019 à septembre 2022. Elles concernaient des violations des droits humains, dont des actes de torture et d'autres formes de mauvais traitements, des homicides illégaux, des disparitions forcées et des détentions arbitraires<sup>55</sup>.
28. La participation des forces armées à la vie publique du Mexique augmente le risque pour les personnes détenues d'être victimes de torture sexuelle. Elle a conduit à une augmentation des violations des garanties judiciaires au cours de la détention et cultive l'absence de vérité, de transparence et de reddition de comptes dans ses opérations<sup>56</sup>.
29. Par ailleurs, des membres de l'armée ont été directement associés à la disparition forcée des 43 élèves d'Ayotzinapa, à leur exécution extrajudiciaire et aux actes de torture et autres mauvais traitements dont ces jeunes ont été victimes<sup>57</sup>.

## RECOMMANDATIONS À L'ÉTAT SOUMIS À L'EXAMEN

**Amnesty International engage le gouvernement du Mexique à prendre les mesures suivantes :**

### Cadre national de protection des droits humains

30. Renforcer la Commission nationale des droits de l'homme, comme il a accepté de le faire, de manière à ce qu'elle soit conforme aux Principes de Paris et veiller à ce que ses recommandations concordent avec les normes internationales relatives aux droits humains et prennent en compte les besoins des victimes et les normes en matière de réparation.
31. Veillez à ce que les membres des forces de l'ordre et les personnes travaillant dans le système pénal disposent de suffisamment de ressources pour mener à bien leur mission conformément aux normes internationales relatives aux droits humains, notamment une rémunération et des conditions de travail dignes et adaptées.

### Violences faites aux femmes et aux filles

32. Reconnaître publiquement l'ampleur du problème des féminicides et des disparitions forcées au Mexique et les défaillances des enquêtes sur ces crimes, et affirmer clairement que de tels actes ne seront plus tolérés et ne resteront pas impunis.
33. Garantir des réparations intégrales aux membres des familles de victimes de féminicide conformément aux Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international relatif aux droits humains et de violations graves du droit international humanitaire et à la recommandation n° 35 du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

34. Enquêter sur le problème des défaillances dans les informations judiciaires sur les crimes perpétrés contre des femmes, notamment les féminicides et les disparitions, et émettre des recommandations traitant des points soulevés dans ce rapport tels que la charge de travail excessive, le non-respect du devoir d'enquêter, la non-application d'une perspective de genre, l'absence de collecte et de conservation d'éléments de preuves et les besoins des fonctionnaires du ministère public en matière de formation.

### Contestation sociale

35. Reconnaître publiquement la légitimité du droit de manifester pacifiquement, favoriser ce droit et protéger les personnes qui l'exercent sans les stigmatiser ni les criminaliser.
36. Mener sans délai des enquêtes approfondies, indépendantes et impartiales sur les violations des droits humains perpétrées avant, pendant et après les manifestations, en adoptant une perspective de genre et intersectionnelle.
37. Garantir aux victimes de violations des droits humains dans le contexte de manifestations un accès à la justice et à des réparations complètes, conformément aux Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international relatif aux droits humains et de violations graves du droit international humanitaire.
38. Modifier la loi nationale sur l'usage de la force (en particulier les articles 27, 28 et 36) de manière à l'aligner sur le droit international relatif aux droits humains, sur les Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois, sur le Code de conduite pour les responsables de l'application des lois et sur les décisions de la Commission interaméricaine des droits de l'homme pertinentes.
39. Créer un cadre juridique favorable à l'exercice du droit de manifester et mener une analyse de la législation municipale, étatique et fédérale, en particulier des dispositions utilisées pour criminaliser le droit de manifester pacifiquement, en vue de les modifier ou de les abroger de manière à ce que les lois soient totalement conformes aux normes internationales relatives aux droits humains concernés.
40. Créer un observatoire national indépendant impliquant la société civile pour surveiller le déploiement de la Garde nationale et l'usage qu'elle fait de la force dans le contexte des contestations sociales et pour l'amener à rendre compte de ses actes.
41. Mettre en place un mécanisme permanent de suivi et de contrôle pour mesurer et évaluer l'efficacité des politiques, lignes directrices et protocoles existants en matière de recours à la force.

### Sécurité des journalistes

42. Garantir l'autonomie du parquet en mettant à sa disposition les infrastructures nécessaires pour qu'il puisse mener sa mission avec efficacité et dans des conditions de travail dignes, ainsi que des programmes de formation orientés sur les aspects techniques de la tenue d'enquêtes sous l'angle du genre, des droits fondamentaux et de l'interculturalité, afin de réduire l'impunité et de permettre l'accès à la vérité et à la justice pour les crimes et violations des droits humains perpétrés contre des journalistes.
43. Enquêter sur les fonctionnaires ayant commis des fautes ou des crimes contre des victimes et leur famille et imposer des mesures disciplinaires adaptées le cas échéant.
44. Mettre des ressources et des effectifs suffisants à disposition du Mécanisme fédéral de protection des défenseur-e-s des droits humains et des journalistes afin qu'il puisse répondre efficacement aux demandes de mesures de protection.
45. Faire en sorte que les évaluations des risques auxquels les journalistes sont exposés et l'application de mesures de protection les concernant se fassent dans les meilleurs délais et en adoptant une perspective de genre et intersectionnelle afin de garantir leur efficacité.

## Militarisation de la sécurité publique

46. Mettre au point un plan en vue du retrait des forces armées des missions de sécurité publique et des tâches administratives à l'horizon 2028 tout en développant des politiques de sécurité publique efficaces et respectueuses des droits humains.
47. Renforcer l'obligation des institutions militaires à rendre des comptes aux institutions civiles, en particulier entre les forces armées et le pouvoir législatif et judiciaire.

## ANNEX 1

### KEY AMNESTY INTERNATIONAL DOCUMENTS FOR FURTHER REFERENCE

Amnesty International, “Annual Report 2017/18- Mexico”, 22 February 2018, Available at: <https://www.amnesty.org/en/wp-content/uploads/2021/05/POL1067002018ENGLISH.pdf>

Amnesty International, “Annual Report 2020/21- Mexico”, 7 April 2021, available at: <https://www.amnesty.org/en/wp-content/uploads/2021/06/English.pdf>

Amnesty International, “Annual Report 2021/22”- Mexico, 29 march 2022, available at: <https://www.amnesty.org/en/documents/pol10/4870/2022/en/>

Amnesty International, “Annual Report 2022/23”- Mexico, 27 march 2023, available at: <https://www.amnesty.org/es/documents/pol10/5670/2023/en/>

Amnesty International, “Human Rights in the Americas. Review of 2019”, 27 February 2020, available at: <https://www.amnesty.org/en/documents/amr01/1353/2020/en/>

Amnesty International, “Massive data leak reveals Israeli NSO Group’s spyware used to target activists, journalists, and political leaders globally”, 19 July 2021: <https://www.amnesty.org/en/latest/press-release/2021/07/the-pegasus-project/>

Amnesty International, “Mexico: Amnesty International issues warning about lack of progress on human rights after one year of the new government”, 27 November 2019: <https://www.amnesty.org/en/latest/press-release/2019/11/mexico-amnistia-internacional-alerta-sobre-la-falta-de-avances-en-derechos-humanos-del-nuevo-gobierno/>

Amnesty International, “Mexico: Authorities must not criminalize land defenders in Cuetzalan, 5 July 2018”: <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2018/07/mexico-autoridades-no-deben-criminalizar-a-personas-defensoras-del-territorio-en-cuetzalan/>

Amnesty International, “Mexico: Defending your home from an electricity power station can cost your life”, 20 July 2018: <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2018/07/mexico-defender-tu-hogar-de-un-proyecto-electrico-puede-costarte-la-vida/>

Amnesty International, “Mexico: Indigenous defender killed, others at risk”, 18 May 2018: <https://www.amnesty.org/en/documents/amr41/8451/2018/en/>

Amnesty International, “Mexico: Justice on Trial: Failures in criminal investigations of feminicides preceded by disappearance in the State of Mexico”, 20 September 2021, available at: <https://www.amnesty.org/en/documents/amr41/4556/2021/en/>

Amnesty International, “Mexico: Militarization of public security will lead to more human rights violations and perpetuate impunity”, 9 September 2022: <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/09/mexico-militarizing-public-security-human-rights-violations-impunity/>

Amnesty International, “Mexico’s new National Guard is breaking its vow to respect human rights”, 8 November 2020: <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2020/11/mexicos-national-guard-breaking-vow-respect-human-rights/>

Amnesty International, “Mexico: The new government’s plan must focus on withdrawing the Armed Forces from public security roles”, 15 November 2018: <https://www.amnesty.org/en/latest/press-release/2018/11/mexico-el-plan-del-nuevo-gobierno-debe-enfocarse-en-retirar-las-fuerzas-armadas-de-funciones-de-seguridad-publica/>

Amnesty International, “The Age of Women. Stigma and violence against women protesters”, 3 March 2021, available at: <https://www.amnesty.org/es/documents/amr41/3724/2021/es/>

## ANNEX 2

### MATRIX OF RECOMMENDATIONS FROM THE PREVIOUS CYCLE, WITH COMMENTS ON PROGRESS

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
<b>Theme: A12 Acceptance of international norms</b>			
132.10 Recognize the competence of the Committee on Enforced Disappearances to receive individual complaints, pursuant to articles 31 and 32 of the Convention (Costa Rica); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/8/Add.1 - Para. 6	Supported	A12 Acceptance of international norms D32 Enforced disappearances D33 Arbitrary arrest and detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - disappeared persons	<b>IMPLEMENTED</b> See paragraph 8 above. The Government of Mexico formally recognized the competence of the UN Committee on Enforced Disappearances in October 2020.
<b>Theme: A41 Constitutional and legislative framework</b>			
132.41 Adopt additional measures to guide those who are responsible for law enforcement as to the limits of the use of force and to bolster training programmes in human rights for police authorities (Brazil); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/8/Add.1 - Para. 6	Supported	A41 Constitutional and legislative framework A42 Institutions & policies - General D1 Civil & political rights - general measures of implementation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general - law enforcement / police officials	<b>PARTLY IMPLEMENTED</b> See paragraphs 3, 9, 17 and 19 above. Amnesty International has recommended to ensure continuous training for police forces to equip them with theoretical and practical tools, in accordance with international best practices, on human rights, including women’s rights, gender based violence, the right to peaceful protest and the UN Basic Principles on the Use of Force and Firearms. This training must be carried out in working hours, independently from the time assigned to other training, and be continuous.

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
<p>132.61 Repeal provisions in the Constitution and in laws that provide for arraigo detention and investigate and prosecute allegations of violations of human rights committed under these laws (Pakistan);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/40/8/Add.1 - Para. 6</p>	Supported	<p>A41 Constitutional and legislative framework D26 Conditions of detention D51 Administration of justice &amp; fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b> - persons deprived of their liberty</p>	<p><b>NOT IMPLEMENTED</b></p> <p>See paragraphs 5 and 13 above. Arraigo has not been repealed despite the fact that the IACHR ordered Mexico to eliminate it in 2022 and in 2023. The IACHR has stated that legal and constitutional provisions must be amended to make the mandatory pre-trial detention compatible with the American Convention.</p>
<b>Theme: A45 National Human Rights Institution (NHRI)</b>			
<p>132.12 Strengthen the capacities and autonomy of the National Human Rights Commission (Ukraine);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/40/8/Add.1 - Para. 6</p>	Supported	<p>A45 National Human Rights Institution (NHRI) S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b> - general</p>	<p><b>PARTLY IMPLEMENTED</b></p> <p>See paragraphs 6 and 10 above. The work of the NCHR must comply with the Paris Principles and ensure that its recommendations are in line with the international norms and standards, including considering the needs of the victims as well as the standards on comprehensive reparations</p>
<b>Theme: B52 Impunity</b>			
<p>132.66 Conduct thorough, independent and impartial investigation into femicide ensuring that the perpetrators are brought to justice and guaranteeing reparation for victims and their families for the harm suffered (Belgium);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/40/8/Add.1 - Para. 6</p>	Supported	<p>B52 Impunity F13 Violence against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b> - women</p>	<p><b>NOT IMPLEMENTED</b></p> <p>See paragraphs 14, 15 and 16 above. Amnesty International authorities have failed to ensure effective investigations to determine other alleged perpetrators in the cases as well as the rights of the victims and their families</p>
<b>Theme: D32 Enforced disappearances</b>			
<p>132.7 Consider accepting the competence of the Committee on Enforced Disappearances to receive individual complaints (Paraguay);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/40/8/Add.1 - Para. 6</p>	Supported	<p>D32 Enforced disappearances D33 Arbitrary arrest and detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b> - disappeared persons</p>	<p><b>IMPLEMENTED</b></p> <p>See paragraph 8 above. In 2020, Mexico signed the Declaration of the United Mexican States to recognize the competence of the United Nations Committee on Enforced Disappearances (CED) to receive and examine communications submitted by or on behalf of individuals under its jurisdiction.</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
<p>132.8 Recognize the competency of the Committee on Enforced Disappearances (Benin);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/40/8/Add.1 - Para. 6</p>	Supported	<p>D32 Enforced disappearances D33 Arbitrary arrest and detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b> - disappeared persons</p>	<p><b>IMPLEMENTED</b></p> <p>See paragraph 8 above.</p> <p>In 2020, Mexico signed the Declaration of the United Mexican States to recognize the competence of the United Nations Committee on Enforced Disappearances (CED) to receive and examine communications submitted by or on behalf of individuals under its jurisdiction.</p>
<p>132.9 Accept the competence of the Committee on Enforced Disappearances to receive and consider individual and inter-State communications, pursuant to articles 31 and 32 of the Convention (Uruguay);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/40/8/Add.1 - Para. 6</p>	Supported	<p>D32 Enforced disappearances D33 Arbitrary arrest and detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b> - disappeared persons</p>	<p><b>IMPLEMENTED</b></p> <p>See paragraph 8 above.</p> <p>In 2020, Mexico signed the Declaration of the United Mexican States to recognize the competence of the United Nations Committee on Enforced Disappearances (CED) to receive and examine communications submitted by or on behalf of individuals under its jurisdiction.</p>
<p>132.79 Adequately investigate killings and disappearances of journalists and effectively implement the federal mechanism for the protection of human rights defenders and journalists (New Zealand);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/40/8/Add.1 - Para. 6</p>	Supported	<p>D32 Enforced disappearances H1 Human rights defenders D51 Administration of justice &amp; fair trial B51 Right to an effective remedy S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b> - media - human rights defenders</p>	<p><b>NOT IMPLEMENTED</b></p> <p>See paragraphs 4, 17, 18, 19, 20, 21, 22 and 23 above.</p> <p>Amnesty International is aware that human rights defenders continued to be subjected to threats, stigmatization, unjust imprisonment, torture and killings. Some of the families of human rights defenders were also threatened. Women human rights defenders were additionally subjected to sexual violence. It is important to notice that killings of journalists remained at record levels and many of the victims had been granted official protection measures.</p>
<p><b>Theme: D43 Freedom of opinion and expression</b></p>			

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
<p>132.137 Ensure freedom of expression, promptly and impartially investigate all cases of attacks against journalists and human rights defenders, and bring perpetrators to justice (Estonia);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/40/8/Add.1 - Para. 6</p>	Supported	<p>D43 Freedom of opinion and expression H1 Human rights defenders D51 Administration of justice &amp; fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b> - media - human rights defenders</p>	<p><b>NOT IMPLEMENTED</b></p> <p>See paragraphs 4, 17, 18, 19, 20, 21, 22 and 23 above.</p> <p>The stigmatization, criminalization and attacks towards human right defenders and journalist have increased. Impunity for such attacks is rife.</p>
<p>132.138 Protect freedom of expression by effectively prosecuting perpetrators of attacks against journalists and human rights defenders (Lithuania);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/40/8/Add.1 - Para. 6</p>	Supported	<p>D43 Freedom of opinion and expression H1 Human rights defenders D51 Administration of justice &amp; fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b> - media - human rights defenders</p>	<p><b>NOT IMPLEMENTED</b></p> <p>See paragraphs 4, 17, 18, 19, 20, 21, 22 and 23 above.</p> <p>The stigmatization, criminalization and attacks towards human right defenders and journalist have increased. Impunity for such attacks is rife.</p>
<b>Theme: D51 Administration of justice &amp; fair trial</b>			
<p>132.71 Ensure that all violations of human rights committed by defence and security forces – disproportionate use of force, torture, ill-treatment, arbitrary detentions – are independently and impartially investigated (France);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/40/8/Add.1 - Para. 6</p>	Supported	<p>D51 Administration of justice &amp; fair trial B51 Right to an effective remedy D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment D33 Arbitrary arrest and detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b> - persons deprived of their liberty</p>	<p><b>NOT IMPLEMENTED</b></p> <p>See paragraphs 3, 27, 28 and 29.</p> <p>The National Guard and the Ministry of Defence (SEDENA) have been among the 10 federal institutions which received the highest number of complaints for human rights violations during the last years. Also, the lack of transparency, accountability, and access to information made it difficult for victims of human rights violations and their families to access truth, justice, and reparations.</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
132.73 Conduct prompt, thorough, independent and impartial investigations into attacks against journalists and human rights defenders, and ensure that any perpetrator can be brought to justice in a fair trial; ensure that the Mexican Federation's protection mechanism for journalists and human rights defenders receives long-term funding and political support (Germany); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/8/Add.1 - Para. 6	Supported	D51 Administration of justice & fair trial B51 Right to an effective remedy H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - media - human rights defenders	<b>NOT IMPLEMENTED</b> See paragraphs 4, 17, 18, 19, 20, 21, 22 and 23 above. Many cases remained without proper investigation, and the Protection Mechanism for Human Rights Defenders and Journalists continued to fail to fulfil its objective of safeguarding the lives and physical safety of these groups.
132.70 Adopt measures that would ensure thorough investigation of all attacks and threats against journalists and that would guarantee victims' rights, including effective remedies (Czechia); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/8/Add.1 - Para. 6	Supported	D51 Administration of justice & fair trial B51 Right to an effective remedy S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - media - human rights defenders	<b>NOT IMPLEMENTED</b> See paragraphs 4, 17, 18, 19, 20, 21, 22 and 23 above. Many cases remained without proper investigation, and the Protection Mechanism for Human Rights Defenders and Journalists continued to fail to fulfil its objective of safeguarding the lives and physical safety of these groups.
132.99 Continue its efforts to enhance the rule of law and adopt measures to guarantee effective protection of citizens, especially journalists and human rights defenders, by ensuring prompt and effective investigations of threats, attacks and killings (Italy); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/8/Add.1 - Para. 6	Supported	D51 Administration of justice & fair trial H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - media - judges, lawyers and prosecutors - human rights defenders	<b>NOT IMPLEMENTED</b> See paragraphs 4, 17, 18, 19, 20, 21, 22 and 23 above. 2022 was the deadliest year in history for the national press. Mexico is one of the most lethal countries on the continent to practice journalism. Many cases were not properly investigated.

### *Theme: F12 Discrimination against women*

132.192 Continue and expand measures to address all attitudes and stereotypes that lead to and result in discrimination and violence against women and girls (Guyana); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/8/Add.1 - Para. 6	Supported	F12 Discrimination against women F13 Violence against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment <b>Affected persons:</b> - women - girls	<b>NOT IMPLEMENTED</b> See paragraphs 14, 15, 16 and 19 above. Structural violence against women continued to undermine their right to a life free of violence and to enjoy a safe environment without fear.
--	-----------	---	--

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
<p>132.194 Take all appropriate measures to address patriarchal attitudes and gender stereotypes, including reviewing laws, customs and practices that may constitute discrimination against women and girls (Rwanda);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/40/8/Add.1 - Para. 6</p>	Supported	<p>F12 Discrimination against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p><b>Affected persons:</b> - women</p>	<p><b>NOT IMPLEMENTED</b></p> <p>See paragraphs 14, 15, 16 and 19 above.</p> <p>The government continues to stigmatize feminists and human rights defenders protesting against its inaction on gender-based violence and, in some states, security forces violently repressed women protesters.</p>
<b>Theme: F13 Violence against women</b>			
<p>132.204 Step up the fight against gender-based violence, including violence against girls and femicide (Estonia);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/40/8/Add.1 - Para. 6</p>	Supported	<p>F13 Violence against women A42 Institutions &amp; policies - General S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b> - women</p>	<p><b>PARTIALLY IMPLEMENTED</b></p> <p>See paragraphs 14, 15, 16 and 19 above.</p> <p>According to official data, almost 11 women are murdered every day in Mexico. Structural violence against women continued to undermine women's rights to live a life free of violence and in a safe environment without fear.</p>
<p>132.213 Continue to take effective measures to address gender-based violence (Nepal);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/40/8/Add.1 - Para. 6</p>	Supported	<p>F13 Violence against women A42 Institutions &amp; policies - General S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b> - women</p>	<p><b>PARTIALLY IMPLEMENTED</b></p> <p>See paragraphs 14, 15, 16 and 19 above.</p> <p>According to official data, almost 11 women are murdered every day in Mexico. Structural violence against women continued to undermine women's rights to live a life free of violence and in a safe environment without fear.</p>
<p>132.222 Adopt effective measures to address the problem of the increased violence against women, especially that leading to the killing of women (Syrian Arab Republic);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/40/8/Add.1 - Para. 6</p>	Supported	<p>F13 Violence against women A42 Institutions &amp; policies - General S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b> - women</p>	<p><b>PARTIALLY IMPLEMENTED</b></p> <p>According to official data, almost 11 women are murdered every day in Mexico. Structural violence against women continued to undermine women's rights to live a life free of violence and in a safe environment without fear.</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
<p>132.202 Develop actions for the prevention of all forms of violence against women and for the assistance and protection of victims, as well as to raise awareness among the population and public officers (Cuba);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/40/8/Add.1 - Para. 6</p>	Supported	<p>F13 Violence against women A54 Awareness raising and dissemination S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b> - women</p>	<p><b>PARTIALLY IMPLEMENTED</b></p> <p>See paragraphs 14, 15, 16 and 19 above.</p> <p>Since 2015 the Gender-based Violence against Women Alert (AVGM) has been active in Mexico. It relies on coordinated efforts to confront and eradicate this violence. Despite the activation of 25 AVGMs in 22 states of the country, impunity in the investigations of feminicides remain unabated.</p>
<p>132.219 Strengthen governmental efforts and resources to combat and investigate violence against women, including domestic violence (Republic of Korea);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/40/8/Add.1 - Para. 6</p>	Supported	<p>F13 Violence against women D29 Domestic violence A62 Statistics and indicators S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b> - women</p>	<p><b>PARTIALLY IMPLEMENTED</b></p> <p>See paragraphs 14, 15, 16 and 19 above.</p> <p>Amnesty International's research have found that investigations into feminicides in Mexico are failing because evidence is lost, the level of investigation is inadequate and a gender perspective is not applied correctly. In addition, families are re-victimized because they have to spend time and money investigating cases themselves or putting pressure on the authorities to investigate. They are also re-victimized by the frequent threats and harassment they face from the perpetrators and sometimes also from the authorities.</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
<p>132.212 Continue to address the problem of gender violence, particularly in terms of access to justice for the women affected (Malaysia);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/40/8/Add.1 - Para. 6</p>	Supported	<p>F13 Violence against women D51 Administration of justice &amp; fair trial B51 Right to an effective remedy S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b> - women</p>	<p><b>PARTIALLY IMPLEMENTED</b></p> <p>See paragraphs 14, 15, 16 and 19 above.</p> <p>Amnesty International has documented that femicides investigations are failing because evidence is lost, the level of investigation is inadequate and a gender perspective is not applied correctly. In addition, families are re-victimized because they have to spend time and money investigating cases themselves or putting pressure on the authorities to investigate. They are also re-victimized by the frequent threats and harassment they face from the perpetrators and sometimes also from the authorities.</p>
<p>132.203 Step up actions to prevent and eradicate gender violence (Ecuador);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/40/8/Add.1 - Para. 6</p>	Supported	<p>F13 Violence against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b> - women</p>	<p><b>PARTIALLY IMPLEMENTED</b></p> <p>See paragraphs 14, 15, 16 and 19 above.</p> <p>Since 2015 Gender-based Violence against Women Alert (AVGM) has been active in Mexico. It relies on coordinated efforts to confront and eradicate this violence. Despite the activation of 25 AVGMs in 22 states of the country, impunity in the investigations of femicides remains unabated</p>
<b>Theme: A12 Acceptance of international norms</b>			
<p>132.5 Ratify the Kampala amendments to the Rome Statute (Liechtenstein);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/40/8/Add.1 - Para. 5a</p>	Noted	<p>A12 Acceptance of international norms B11 International humanitarian law B52 Impunity B54 Transitional justice S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b> - general</p>	<p><b>IMPLEMENTED</b></p> <p>See paragraph 7 above.</p> <p>In 2021, the Senate of the Republic approved the Amendments to Article 8 of the Rome Statute of the International Criminal Court.</p>

- 1 UN General Assembly, Report of the Human Rights Council on its Fortieth Session, UN Doc. A/HRC/40/2, 11 January 2021, paragraph 54. In its response to the outcome report, Mexico supported 262 recommendations, and noted two recommendations: one regarding the ratification of the Kampala amendments to the Rome Statute (Liechtenstein), and another regarding the respect and defense of life from conception to natural death (Holy See). Human Rights Council, Report of the Working Group on the Universal Periodic Review– Mexico (Addendum), A/HRC/40/8/Add.1, 12 February 2019, paragraph 5.
- 2 UN Human Rights Council, Report of the Working Group on the Universal Periodic Review– Mexico, A/HRC/40/8, 27 December 2018, UN Doc. A/HRC/40/8, Recommendations: 132.37 (Australia), 132.45 (Liechtenstein), 132.192 (Guyana), 132.195 (Serbia), 132.198 (Sri Lanka), 132.202 (Cuba), 132.203 (Ecuador), 132.207 (Albania), 132.208 (Italy), 132.211 (Lithuania), 132.213 (Nepal), 132.215 (Philippines), 132.216 (Portugal), 132.218 (Armenia), 132.219 (Korea), 132.220 (Republic of Moldova), 132.221 (Spain), 132.222 (Syrian Arab Republic).
- 3 A/HRC/40/8. Recommendations 132.200 (Austria), 132.205 (France), 132.214 (Norway).
- 4 A/HRC/40/8. Recommendations 132.76 (Lithuania), 132.212 (Malaysia), 132.219 (Korea), 132.201 (Cuba).
- 5 A/HRC/40/8. Recommendations 132.66 (Belgium), 132.67 (Canada), 132.204 (Estonia), 132.205 (France).
- 6 A/HRC/40/8. Recommendations on enforced disappearances: 132.7 (Paraguay), 132.8 (Benin), 132.9 (Uruguay), 132.10 (Costa Rica), 132.47 (Botswana), 132.48 (Czechia), 132.49 (Germany), 132.51 (Italy), 132.53 (Republic of Korea), 132.54 (Spain), 132.55 (Switzerland), 132.56 (Turkey), 132.58 (Belarus), 132.63 (United States of America), 132.65 (Belgium), 132.68 (Canada), 132.69 (Chile), 132.72 (France), 132.74 (Ghana), 132.76 (Lithuania), 132.77 (Argentina), 132.81 (Poland), 132.83 (United States of America), 132.50 (Greece), 132.52 (Montenegro), 132.157 (Ireland), 132.156 (Hungary); recommendations on preventing torture: 132.11 (Belarus), 132.56 (Turkey), 132.57 (Finland), 132.58 (Belarus), 132.59 (Ghana), 132.60 (Norway), 132.83 (United States of America), 132.100 (New Zealand); recommendations on extrajudicial, summary or arbitrary executions: 132.11 (Belarus), 132.81 (Poland); recommendations on grave human rights violations: 132.71 (France), 132.86 (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland), 132.89 (Denmark).
- 7 A/HRC/40/8, recommendation 132.41 (Brazil)
- 8 A/HRC/40/8, recommendations: 132.23 (Bolivia), 132.73 (Germany), 132.79 (New Zealand), 132.110 (Austria), 132.113 (Cameroon), 132.114 (Canada), 132.115 (Colombia), 132.116 (Costa Rica), 132.118 (Czechia), 132.121 (France), 132.122 (Greece), 132.123 (Albania), 132.124 (Lithuania), 132.126 (Netherlands), 132.128 (Korea), 132.129 (Slovakia), 132.131 (Slovenia), 132.132 (Spain), 132.133 (Australia), 132.134 (Sweden), 132.136 (Switzerland).
- 9 A/HRC/40/8. Recommendations: 132.70 (Czechia), 132.73 (Germany), 132.75 (Hungary), 132.78 (Argentina), 132.79 (New Zealand), 132.82 (Sweden), 132.99 (Italy), 132.105 (Poland), 132.111 (Brazil), 132.112 (Belgium), 132.120 (Finland), 132.126 (Netherlands), 132.137 (Estonia), 132.138 (Lithuania).
- 10 Arraigo: The Law allows the Public Prosecutor's Office (in the investigation of a crime and integration of a Preliminary Investigation) to request an order from a Judge in order to prevent a person from leaving a specific place. It is requested when an Investigation has already been initiated, but evidence is still being gathered to prove the probable responsibility of the person. Gobierno de México, ¿Qué es un arraigo o impedimento judicial?, 3 March 2020, [consulmex.sre.gob.mx/atlantia/index.php/component/content/article/44-faqs/217-arraigo](https://consulmex.sre.gob.mx/atlantia/index.php/component/content/article/44-faqs/217-arraigo)
- 11 A/HRC/40/8. Recommendation 132.61 (Pakistan).
- 12 A/HRC/40/8. Recommendation 132.12 (Ukraine).
- 13 A/HRC/40/8/Add.1, 12 February 2019, paragraph 5(a).
- 14 Senado de la República, Dictamen de las Comisiones Unidas de Relaciones Exteriores y de Justicia, por el que se Aprueban las Enmiendas al Artículo 8 del Estatuto de Roma de la Corte Penal Internacional, 31 August 2021, [infosen.senado.gob.mx/sgsp/gaceta/65/1/2021-09-07-1/assets/documentos/Dict\\_RE\\_Justicia\\_Corte\\_Penal\\_Internacional.pdf](https://infosen.senado.gob.mx/sgsp/gaceta/65/1/2021-09-07-1/assets/documentos/Dict_RE_Justicia_Corte_Penal_Internacional.pdf)
- 15 Secretaría de Relaciones Exteriores, "El Gobierno de México reconoce formalmente la competencia del Comité contra la Desaparición Forzada de la ONU", 04 October 2020, [gob.mx/sre/prensa/el-gobierno-de-mexico-reconoce-formalmente-la-competencia-del-comite-contra-la-desaparicion-forzada-de-la-onu](https://gob.mx/sre/prensa/el-gobierno-de-mexico-reconoce-formalmente-la-competencia-del-comite-contra-la-desaparicion-forzada-de-la-onu)
- 16 A/HRC/40/8. Recommendations: 132.7 (Paraguay), 132.8 (Benin), 132.9 (Uruguay), 132.10 (Costa Rica).
- 17 Office of the UN High Commissioner for Human Rights (OHCHR), "Enforced disappearances: UN Committee welcomes Mexico's decision on individual complaints", 04 September 2020, [ohchr.org/en/press-releases/2020/09/enforced-disappearances-un-committee-welcomes-mexicos-decision-individual](https://ohchr.org/en/press-releases/2020/09/enforced-disappearances-un-committee-welcomes-mexicos-decision-individual)
- 18 Mexico, Ley Nacional Sobre el Uso de la Fuerza, 2019, [diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/LNUF.pdf](https://diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/LNUF.pdf)
- 19 See, for example, Comisión Nacional de Derechos Humanos, "Pronunciamiento DGDDH/067/2022", 13 September 2022, [cndh.org.mx/sites/default/files/documentos/2022-09/PRONUNCIAMIENTO\\_2022\\_067.pdf](https://cndh.org.mx/sites/default/files/documentos/2022-09/PRONUNCIAMIENTO_2022_067.pdf)
- 20 UN Human Rights Council, Report of the Working Group on the Universal Periodic Review: Mexico: Addendum, 11 December 2013, UN Doc. A/HRC/25/7/Add.1 - Para. 16, recommendation 148.29 (India, Serbia)
- 21 A/HRC/40/8/Add.1 - Para. 6, recommendation 132.12 (Ukraine)
- 22 Presidencia de la República, "Postura ante resolución de la SCJN sobre la Guardia Nacional y SEDENA. Conferencia de Prensa del Presidente Andrés Manuel López Obrador", 19 April 2021, [youtube.com/watch?v=xPKt2iSnM2A](https://youtube.com/watch?v=xPKt2iSnM2A)
- 23 A/HRC/40/8/Add.1 - Para. 6, recommendations 132.103 (Pakistan), 132.104 (Peru), 132.06 (Switzerland)
- 24 Regional Agreement on Access to Information, Public Participation and Justice in Environmental Matters in Latin America and the Caribbean, 2018, [treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtdsg\\_no=XXVII-18&chapter=27&clang=\\_en](https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtdsg_no=XXVII-18&chapter=27&clang=_en), Chapter 27.
- 25 Andrés Manuel López Obrador, "Versión Estenográfica. Reunión con Legisladores Federales desde Palacio Nacional", [lopezobrador.org.mx/2022/04/28/version-estenografica-reunion-con-legisladores-federales-desde-palacio-nacional/](https://lopezobrador.org.mx/2022/04/28/version-estenografica-reunion-con-legisladores-federales-desde-palacio-nacional/), 28 April 2022.
- 26 Amnesty International, Amnesty International Report 2020/21: The state of the world's human rights (Index: POL 10/3202/2021), 7 April 2021, [amnesty.org/en/wp-content/uploads/2021/06/English.pdf](https://amnesty.org/en/wp-content/uploads/2021/06/English.pdf), pp- 243-247.
- 27 A/HRC/40/8. Recommendations: 132.21 (Nepal), 132.244 (Peru), 132.238 (Egypt), 132.239 (Guyana), 132.246 (State of Palestine) and 132.253 (Canada).
- 28 Inter-American Court of Human Rights (IACHR), Case of Tzompaxtle Tecpile Et Al. Vs. Mexico, Judgment on 7 November 2022, [corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/seriec\\_470\\_esp.pdf](https://corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/seriec_470_esp.pdf), p. 62.

- 29 Inter-American Court of Human Rights (IACHR), Case of García Rodríguez Et Al. Vs. Mexico, Judgment on 25 January 2023, [corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/seriec\\_482\\_esp.pdf](https://corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/seriec_482_esp.pdf), p. 88.
- 30 Secretariado Ejecutivo del Sistema Nacional de Seguridad Pública, Información sobre violencia contra las mujeres (Incidencia delictiva y llamadas de emergencia 911), [gob.mx/sesnsp/articulos/informacion-sobre-violencia-contra-las-mujeres-incidencia-delictiva-y-llamadas-de-emergencia-9-1-1-febrero-2019](https://gob.mx/sesnsp/articulos/informacion-sobre-violencia-contra-las-mujeres-incidencia-delictiva-y-llamadas-de-emergencia-9-1-1-febrero-2019) (accessed on April 2023).
- 31 Mexico, Ley General de Acceso de las Mujeres a una Vida Libre de Violencia, 2007, [diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/LGAMVLV.pdf](https://diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/LGAMVLV.pdf)
- 32 Comisión Nacional de Derechos Humanos, Informe Mensual AVGM Octubre de 2022, Octubre de 2022, [igualdaddegenero.cndh.org.mx/Content/doc/Publicaciones/INFORME\\_AVGM\\_OCTUBRE\\_22.pdf](https://igualdaddegenero.cndh.org.mx/Content/doc/Publicaciones/INFORME_AVGM_OCTUBRE_22.pdf)
- 33 Amnesty International, Mexico: Justice on Trial: Failures in criminal investigations of feminicides preceded by disappearance in the State of Mexico (Index: AMR 41/4556/2021), 20 September 2021, [amnesty.org/en/documents/amr41/4556/2021/en/](https://www.amnesty.org/en/documents/amr41/4556/2021/en/).
- 34 Amnesty International, Mexico: Justice on Trial: Failures in criminal investigations of feminicides preceded by disappearance in the State of Mexico, (previously cited).
- 35 Press Conference, 7 March 2022, check minute 2:11:10, available at: <https://www.youtube.com/live/tZKUZ7C3UKw?feature=share>
- 36 Amnesty International, The Age of Women. Stigma and violence against women protesters (Index: AMR 41/3724/2021), 3 March 2021, [amnesty.org/es/documents/amr41/3724/2021/en/](https://www.amnesty.org/es/documents/amr41/3724/2021/en/)
- 37 For example, Amnesty International, “Mexico: Indigenous defender killed, others at risk”, 18 May 2018: <https://www.amnesty.org/en/documents/amr41/8451/2018/en/>
- Amnesty International, “Mexico: Authorities must not criminalize land defenders in Cuetzalan, 5 July 2018”: <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2018/07/mexico-autoridades-no-deben-criminalizar-a-personas-defensoras-del-territorio-en-cuetzalan/>
- Amnesty International, “Mexico: Defending your home from an electricity power station can cost your life”, 20 July 2018: <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2018/07/mexico-defender-tu-hogar-de-un-proyecto-electrico-puede-costarte-la-vida/>
- 38 Amnesty International, Amnesty International Report 2020/21: The state of the world’s human rights, (previously cited).
- 39 Amnesty International, Amnesty International Report 2022/23: The state of the world’s human rights (Index: POL 10/5670/2023), 27 March 2023, [amnesty.org/es/documents/pol10/5670/2023/en/](https://www.amnesty.org/es/documents/pol10/5670/2023/en/), pp. 250-254.
- 40 Amnesty International, Amnesty International Report 2021/22: The state of the world’s human rights (Index: POL 10/4870/2022), 29 March 2022, [amnesty.org/en/documents/pol10/4870/2022/en/](https://www.amnesty.org/en/documents/pol10/4870/2022/en/), pp. 249-253.
- 41 Amnesty International, Human Rights in the Americas. Review of 2019, 27 February 2020 (Index: AMR 01/1353/2020), [amnesty.org/en/documents/amr01/1353/2020/en/](https://www.amnesty.org/en/documents/amr01/1353/2020/en/), pp. 60-64.
- 42 Mexico, Ley para la protección de personas defensoras de Derechos Humanos y periodistas, 2012, [diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/LPPDDHP.pdf](https://diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/LPPDDHP.pdf)
- 43 Secretaría de Derechos Humanos, Población y Migración, Informe Estadístico Diciembre 2022: Mecanismo para la protección de personas defensoras de derechos humanos y periodistas, 2022, [gob.mx/cms/uploads/attachment/file/813696/Informe\\_estadistico\\_diciembre\\_2022\\_f.pdf](https://gob.mx/cms/uploads/attachment/file/813696/Informe_estadistico_diciembre_2022_f.pdf)
- 44 Centro de Producción de Programas Informativos y Especiales (CEPROPIE), “Mecanismos para la protección de personas defensoras de Derechos Humanos y periodistas”, 05 October 2021, [youtube.com/watch?v=p4D0tWkxGAW](https://www.youtube.com/watch?v=p4D0tWkxGAW)
- 45 Amnesty International, Amnesty International Report 2022/23: The state of the world’s human rights, (previously cited).
- 46 Amnesty International, “Massive data leak reveals Israeli NSO Group’s spyware used to target activists, journalists, and political leaders globally”, 19 July 2021: <https://www.amnesty.org/en/latest/press-release/2021/07/the-pegasus-project/>
- 47 Mexico, Decreto por el cual se reforman, adicionan y derogan diversas disposiciones de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos, en materia de Guardia Nacional, 26 March 2019, [dof.gob.mx/nota\\_detalle.php?codigo=5555126&fecha=26/03/2019#gsc.tab=0](https://dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5555126&fecha=26/03/2019#gsc.tab=0)
- 48 Mexico, Decreto por el cual se reforman, adicionan y derogan diversas disposiciones de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos, en materia de Guardia Nacional, (previously cited).
- 49 Mexico, Acuerdo por el que se dispone de la Fuerza Armada permanente para llevar a cabo tareas de seguridad pública de manera extraordinaria, regulada, fiscalizada, subordinada y complementaria, 11 May 2020, [dof.gob.mx/nota\\_detalle.php?codigo=5593105&fecha=11/05/2020#gsc.tab=0](https://dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5593105&fecha=11/05/2020#gsc.tab=0)
- 50 Mexico, Decreto por el que se reforma el Artículo Quinto Transitorio del Decreto por el que se reforman, adicionan y derogan diversas disposiciones de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos, en materia de Guardia Nacional, 26 March 2019, [dof.gob.mx/nota\\_detalle.php?codigo=5671829&fecha=18/11/2022#gsc.tab=0](https://dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5671829&fecha=18/11/2022#gsc.tab=0)
- 51 Suprema Corte de Justicia de la Nación, Controversia Constitucional promovida por la Cámara de Diputados del Congreso de la Unión en Contra del Poder Ejecutivo Federal, 90/2020, 29 November 2022, [scjn.gob.mx/sites/default/files/versiones-taquigraficas/documento/2022-11-30/29%20de%20noviembre%20de%202022%20-%20versi%C3%B3n%20definitiva\\_2.pdf](https://scjn.gob.mx/sites/default/files/versiones-taquigraficas/documento/2022-11-30/29%20de%20noviembre%20de%202022%20-%20versi%C3%B3n%20definitiva_2.pdf)
- 52 Secretaría de Gobernación, Decreto por el que se reforman, adicionan y derogan diversas disposiciones de la Ley Orgánica de la Administración Pública Federal; de la Ley de la Guardia Nacional; de la Ley Orgánica del Ejército y Fuerza Aérea Mexicanos, y de la Ley de Ascensos y Recompensas del Ejército y Fuerza Aérea Mexicanos, en Materia de Guardia Nacional y Seguridad Pública, 9 September 2022, [dof.gob.mx/nota\\_detalle.php?codigo=5664065&fecha=09/09/2022#gsc.tab=0](https://dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5664065&fecha=09/09/2022#gsc.tab=0)
- 53 Suprema Corte de Justicia de la Nación (SCJN), SCJN invalida el Traslado del Control Operativo y Administrativo de la Guardia Nacional a la Secretaría de la Defensa Nacional, 18 April 2023, [internet2.scjn.gob.mx/red2/comunicados/comunicado.asp?id=7326](https://internet2.scjn.gob.mx/red2/comunicados/comunicado.asp?id=7326)
- 54 Comisión Nacional de Derechos Humanos (CNDH), Sistema Nacional de Alerta de Violación a los Derechos Humanos, [appweb2.cndh.org.mx/SNA/inicio.asp](https://appweb2.cndh.org.mx/SNA/inicio.asp) (accessed on 22 April 2023), Indicadores por Autoridad.
- 55 Comisión Nacional de Derechos Humanos (CNDH), Sistema Nacional de Alerta de Violación a los Derechos Humanos, (previously cited).
- 56 Comisión Nacional de Derechos Humanos (CNDH), Sistema Nacional de Alerta de Violación a los Derechos Humanos, (previously cited).

---

Amnesty International, "México: Militarizar la seguridad pública generará más violaciones de derechos humanos y perpetuará la impunidad", 9 September 2022, [amnistia.org.mx/contenido/index.php/mexico-militarizar-la-seguridad-publica-generara-mas-violaciones-de-derechos-humanos-y-perpetuara-la-impunidad/](https://www.amnistia.org.mx/contenido/index.php/mexico-militarizar-la-seguridad-publica-generara-mas-violaciones-de-derechos-humanos-y-perpetuara-la-impunidad/)

Amnesty International, Amnesty International Report 2022/23: The state of the world's human rights, (previously cited).

57 México, Informe de la Presidencia de la Comisión para la Verdad y Acceso a la Justicia del Caso Ayotzinapa, August 2022, [comisionayotzinapa.segob.gob.mx/work/models/Comision\\_para\\_la\\_Verdad/Documentos/pdf/Informe\\_de\\_la\\_Presidencia\\_PARA\\_WEB.pdf](https://comisionayotzinapa.segob.gob.mx/work/models/Comision_para_la_Verdad/Documentos/pdf/Informe_de_la_Presidencia_PARA_WEB.pdf), p. 98.